

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, clôturant les journées de travail sur la politique industrielle de la France, Paris, Maison de la chimie, mardi 16 novembre 1982.

Mesdames et messieurs,

- Vous venez de consacrer deux jours à réfléchir au devenir industriel de la France et vous vous êtes interrogés : où en sommes-nous ? où allons-nous ? Quelles sont les stratégies et les méthodes de nos partenaires et de nos concurrents ? Quelles leçons en tirer ? Ma présence ici a principalement pour objet de témoigner de l'importance que j'attache à ces questions, de l'intérêt que je porte aux réponses, qui commandent largement l'avenir de la France.

- L'enjeu est d'abord économique. C'est par l'amélioration de la compétitivité industrielle que nous retrouverons les marges de manoeuvre qui, dans un monde en récession, nous permettront d'affronter victorieusement la crise, de développer l'emploi et de restaurer l'équilibre de nos échanges.

- L'enjeu est aussi culturel. L'industrie imagine et produit les outils, les objets de demain et va influencer de la sorte sur notre mode de vie, et sur bien des aspects de notre civilisation. La capacité d'innovation industrielle nous donnera l'une des clefs de notre indépendance.

- Voilà quelques thèmes que j'ai retenus dans la plupart des interventions qui m'ont été fournies. Et je vais m'employer à vous décrire maintenant ce qu'est la politique industrielle de la France. Pendant ces 18 mois, le gouvernement s'est attaché, dans un environnement international assez difficile, d'une part à maintenir dans notre pays une croissance minimale - tout de même la première d'Europe pour 1981 et 1982 - et d'autre part à lancer et à réaliser de grands projets technologiques, de grands équipements capables d'entraîner nos entreprises.

- Il nous a fallu d'abord sauver nos secteurs industriels traditionnels en les modernisant :

- Dès juin 1981, nous avons préparé un plan pour sauver puis redresser le secteur de la machine outil. Les entreprises allaient au dépôt de bilan et la France perdait un potentiel technique irremplaçable. Après une concertation approfondie avec les partenaires sociaux, des regroupements ont été opérés, une rationalisation entre les groupes français entamée pour faire face à la concurrence étrangère. D'importants crédits de recherche et d'investissement ont été débloqués sur trois ans, car seule - vous le savez - l'action continue dans le temps porte ses fruits. L'éducation nationale a prévu un plan de modernisation de ses équipements dans les lycées d'enseignements professionnels, pour généraliser l'apprentissage sur machines à commande numérique. Ainsi nos jeunes se familiariseront-ils avec les nouvelles techniques sur des machines françaises. Sur ces bases assainies une industrie de robots et de la productique se construit largement à partir de petites et moyennes entreprises. Ainsi la France sera-t-elle à même de produire les machines et les techniques qui serviront à son renouveau industriel pour gagner la bataille de l'exportation.

Le gouvernement a également lancé un plan en faveur de l'industrie textile, qui avait perdu près de 300000 emplois en dix ans et était chaque fois source croissante d'importations. En échange d'un allègement des charges sociales les entreprises ont pris l'engagement d'investir. Plus de 2000 conventions ont été signées à ce jour. Pour la première fois depuis dix ans les effectifs se sont stabilisés. L'effort a notamment porté sur la création, sur la mode, pour la mode, pour laquelle la France possède une réputation internationale qu'il s'agit de valoriser.

reprene la France possède une réputation internationale que ne peut le laisser.

La collectivité nationale a consenti dans le même moment un effort considérable en faveur de la sidérurgie. Un plan de modernisation portant sur la période 1982 - 1987 a été adopté au mois de juin 1982. Oui, nous maintiendrons en France une industrie de l'acier et nous encouragerons nos entreprises à se diversifier pour être mieux au contact de leurs marchés et de l'innovation. Usinor s'est déjà engagé dans la réalisation de plates-formes pétrolières et va s'intéresser au développement de la construction navale. Sacilor se renforce dans les aciers spéciaux et la transformation de l'acier.

- De même le gouvernement a mis en oeuvre un plan de restructuration de la construction navale, attendu depuis quinze ans.

- Cinq chantiers vont regrouper leurs forces autour de deux pôles de taille mondiale, Alstom Atlantique et le groupe Schneider, et coordonner leurs productions et leurs efforts commerciaux.

- Une opération analogue est en-cours pour le matériel ferroviaire.\

Une vaste réorganisation de la chimie s'opère par la -constitution là aussi de deux pôles pour les engrais afin de résister aux importations massives sur notre territoire. La chimie française, industrie lourde, mais aussi industrie du savoir, pourra ainsi repartir du bon pied si je puis dire et résister aux grandes multinationales.\

Quant à l'automobile, industrie traditionnelle par ses produits mais aussi industrie du futur, nous avons en France on le sait deux grands groupes, l'un public, la régie Renault, l'autre privé, Peugeot.

- Peugeot a acquis une dimension mondiale et est engagé dans un processus de restructuration de façon à tirer tout le parti industriel de sa taille. Renault vient de lancer une grande opération aux Etats-Unis, assurant la présence de la France sur le plus grand marché du monde. Je suis avec attention les performances de ce secteur et je me réjouis du dynamisme de cette industrie et de notre marché, que j'ai pu constater lors de ma récente visite au salon de l'Auto.

- Je suis persuadé qu'après une période délicate au début de l'année, où les importations ont dépassé 30 % du marché intérieur, ce chiffre redescendra notablement, grâce-à l'effort de renouvellement qu'ont entrepris nos constructeurs. Et cet effort profitera aux fabricants de composants et aux multiples entreprises petites et moyennes `PME` qui sont leurs fournisseurs. J'ai noté avec intérêt la création d'un institut de participation, l'IDECA, destiné à renforcer les fonds propres des entreprises de ce secteur, qui pourront participer à la reconquête du marché intérieur et être entraînées dans le mouvement de conquête des marchés internationaux dont dépend l'avenir.\

Mais pour reprendre une expression que j'ai déjà employée, vous me pardonnerez, résister ne suffit pas, il nous faut conquérir des positions internationales dans des secteurs nouveaux.

- L'ampleur de la mutation technologique - vous en avez assez parlé - qui s'amorce aura des répercussions bien au-delà des équilibres, au jour le jour, de notre politique économique. De notre aptitude à y participer et à en tirer profit dépendra la place de la France dans le monde, la présence de notre pays au rang des grandes puissances indépendantes, la préservation ou la perte de notre identité culturelle. L'Inde, au XVIIème siècle, à la veille de la révolution industrielle était une grande puissance économique. Les historiens ont découvert que ses capacités techniques étaient analogues à celles de l'époque, chez nous. Ce pays, du fait des relations de domination commerciale et technique imposées par l'Europe a été écarté de la révolution industrielle du XVIIIème siècle. Et il s'en est suivi un long processus d'appauvrissement. Je me rendrai dans ce pays la semaine prochaine en visite officielle je constaterai le grand mouvement de modernisation auquel participent de nombreuses entreprises françaises, notamment dans le domaine du téléphone.

- Une volonté politique, une volonté économique de réussite assez remarquable : tout cela montre bien que si l'on veut on peut s'adapter et pénétrer dans le monde moderne par la grande porte.\

La grande affaire industrielle d'ici à la fin de ce siècle, à côté du redéploiement énergétique, est l'électronique non seulement parce qu'il s'agit d'un secteur essentiel en terme de croissance, d'emploi ou d'exportation, mais aussi parce qu'il est au-centre de toute modernisation de l'ensemble de notre industrie.

- L'électronique, mesdames et messieurs, constituera la priorité industrielle du IXème Plan. Les investissements et l'effort de recherche des entreprises augmenteront de 50 % sur cette période pour atteindre au total en cinq ans 140 milliards de francs. Je me réjouis que prennent part à cet effort, à côté des grands groupes publics ou privés, de multiples entreprises innovatrices et à croissance rapide, sur lesquelles, j'en suis convaincu, repose notre réussite quand elle est elle-même partie prenante.

- Le redressement de notre industrie informatique a commencé : la CII va recevoir d'importantes dotations en capital de façon à financer l'effort de recherche et de développement qui s'impose. Mais l'informatisation de la société ne peut être laissée au simple fait du hasard ou soumise aux lois du marché. Une réflexion en profondeur est nécessaire sur les programmes qu'il convient de mettre en oeuvre par priorité.

- C'est entre autres, pourquoi j'ai décidé la création, il y a plus d'un an en France, d'un Centre mondial pour le développement des usages sociaux de la micro-informatique pour étudier les liaisons entre l'informatique et le développement des ressources humaines.

- Une des tâches premières de ce centre a été d'évaluer les effets sociaux et culturels d'un micro-ordinateur individuel que le programme national de câblage, arrêté par le gouvernement, rend encore plus actuel.

- L'industrie du téléphone s'organise et se révèle prête à nouer des accords technologiques et commerciaux avec des partenaires internationaux de premier plan.

- Un plan composants électroniques où Thomson et Matra jouent un rôle particulier a été élaboré. L'industrie des produits électroniques nouveaux pour le grand public, où la France a pris un retard - il faut le dire - inacceptable dans ces dix dernières années s'affirme. Cela nécessitera une grande alliance, de grandes alliances, et je souhaite que soit examinée en priorité une solution européenne. Je pense, bien entendu, surtout aux nouveaux produits vidéo, en-particulier aux supports magnétiques et aux vidéodisques.

- Mais notre esprit de conquête ne doit pas se limiter à l'électronique aussi indispensable soit-elle : l'aéronautique et l'espace ont, de tout temps constitué des domaines où nous excellions. Le gouvernement soutient le projet d'avion de transport régional `ATR 42` et est favorable au lancement rapide du "petit airbus A 320" qui complétera une gamme dont le succès, malgré la crise, ne se dément pas dans le monde.

Quant aux biotechnologies, je rappellerai que les pères de la biologie moderne sont Français et que nos équipes de recherche figurent aux tous premiers rangs, avec les exceptionnels débouchés que cela représente pour la santé, l'industrie pharmaceutique et l'agriculture.

- Les industriels du bio-médical bénéficient d'un marché intérieur important. Grâce aux commandes publiques, elles pourront tirer parti des technologies de demain : la résonance magnétique nucléaire, qui remplacera le scanner, et toutes les applications de l'informatique et des nouveaux matériaux, je pense en-particulier à la création en France d'une industrie des prothèses. L'industrie pharmaceutique est une industrie du savoir, exportatrice et créatrice d'emplois qualifiés : je souhaite qu'elle intensifie son effort de recherche et que s'instaurent avec les organismes de sécurité sociale les bases d'une politique conventionnelle. J'étais hier au Salon international de l'alimentation. J'ai constaté la vigueur de cette industrie, mais aussi l'intensité de la concurrence internationale qui sait tirer parti des moindres inadaptations de notre production aux besoins du marché intérieur et des marchés étrangers.

- Je le répète, mesdames et messieurs, comme je le disais hier, avec les professionnels que j'ai rencontrés, il faut produire pour consommer, bien entendu, mais il faut produire pour transformer, et produire pour vendre chez nous et au-dehors. Il faut, là aussi, intensifier l'effort de recherche et d'innovation.

- Voilà mon énumération : elle n'est pas mince. Il y a donc eu des initiatives prises pour soutenir les industries traditionnelles et ensuite pour animer les industries nouvelles.

Cet effort, il est facile de l'apercevoir au travers de cette rapide description. Un ensemble de moyens exceptionnels a été rassemblé. Comme j'en parlais l'autre jour en d'autres lieux, si cela avait été fait nous n'aurions pas à le faire aujourd'hui. Mais tout ne peut pas être fait. Nous

voulons simplement - et ce n'est pas le moindre argument qui plaide sur la nécessité de cet effort - une autre dimension, une autre accélération à la présence de la France dans la concurrence internationale.

- Pour cela, notamment, le gouvernement a mis en place cette année un Fonds spécial de grands travaux. La première tranche est de l'ordre de 11 milliards de francs d'investissements : 4 milliards pour l'Etat, 2 milliards pour les HLM, 5 milliards pour les collectivités locales, six milliards sont consacrés à des travaux destinés à économiser l'énergie dans les logements sociaux et les bâtiments publics, cinq milliards serviront à financer des infrastructures routières et des transports en commun. Tandis qu'une seconde tranche d'un montant analogue sera lancée à la fin du premier trimestre de l'an prochain - vous voyez : novembre pour la tranche actuelle, avril pour la seconde. La moitié en sera également affectée aux économies d'énergie. Tandis que l'autre permettra de réaliser également des travaux pour voies navigables et si possible les équipements sportifs.

- On voit que par cette impulsion va se développer en France une considérable industrie de l'économie d'énergie : diagnostic, matériels, systèmes de régulation, produits et matériaux isolants. Il n'existe pas de meilleur exemple de dépenses réductrices d'importations et créatrices d'emploi. Les métiers vont s'appliquer partout, à réaliser l'économie génératrice de confort et de modernisation : toute l'industrie du bâtiment et des travaux publics se trouve ainsi engagée. \n\nAutre projet, le deuxième TGV, qui reliera Paris à l'Ouest et au Sud-Ouest de la France `TGV atlantique`. Le gouvernement a décidé la semaine dernière de lancer l'enquête d'utilité publique. Les mois prochains seront consacrés à la préparation financière du dossier. Il n'est pas indifférent que dans le monde entier les passagers des trains, des métropolitains, les voyageurs qui transitent dans les aéroports ou qui empruntent l'avion, soient en contact avec ce que nos bureaux d'études et nos usines produisent de mieux. \n

Encore un exemple : la décision prise de développer les réseaux cablés, 1,5 million de foyers raccordés d'ici 1986, un million de plus par an d'ici la fin du siècle. 45 milliards de francs d'investissements en 15 ans, autant de commandes pour des travaux de génie civil et l'industrie électronique. Ce programme justifiera la création en France d'une industrie de la fibre optique, technologie appelée dans un proche avenir, aux développements les plus importants.

- Parallèlement, un effort sera consenti en faveur des industries de programmes pour que le progrès technique ne débouche pas sur l'appauvrissement culturel. En outre la mise en place des services qui faciliteront la vie quotidienne et multiplieront les moyens d'information et de communication des entreprises entre elles sera encouragée. Et ce sera ainsi, mesdames et messieurs, que la France sera le premier pays d'Europe à disposer de ces technologies.

- Je me réjouis enfin des projets de coopération, par exemple avec le Japon qui vont se traduire par des investissements importants dans notre pays pour les fibres de carbone et plus généralement tous les nouveaux matériaux dont l'utilisation permettra des avancées spectaculaires dans l'aéronautique mais aussi pour la vie quotidienne : automobile, produits électro-ménagers. \n

Toutes ces conquêtes peuvent être l'affaire des grands groupes industriels publics ou privés, mais je crois qu'un rôle décisif sera joué par des équipes de quelques hommes rassemblés autour d'une idée, d'un programme, d'une innovation qu'ils auront su exploiter pour réussir une percée industrielle. Les risques financiers à ce stade sont lourds et les capitaux manquent souvent, c'est ce que les spécialistes appellent le problème du capital risque. Je vais demander au gouvernement de proposer des techniques, notamment fiscales, pour que des moyens soient drainés vers ce type d'entreprise.

- C'est au travers de réalisations de cette nature que la France renforcera son image de grande puissance industrielle et technologique sans laquelle il serait vain de prétendre s'imposer durablement.

- Tel est et sera plus tard, mesdames et messieurs, l'environnement dynamique que notre politique offre à l'industrie. Ce que la puissance publique peut faire est irremplaçable. Ce que nos entreprises feront elles-mêmes l'est aussi. A chacun de comprendre que l'harmonie est nécessaire entre ces moyens pour soutenir l'effort de l'ensemble. c'est-à-dire du pays tout entier

nécessaire entre ces moyens pour soutenir l'effort de l'ensemble, c'est à dire de pays tout entier, et, à l'intérieur de l'entreprise, de tous ceux qui y participent. J'ai dit là-dessus ce que je pensais au-cours de ces dernières semaines, ce n'est qu'une redite de ce que je déclarais au-cours de ces dernières années. Il est bien entendu que l'entreprise est une tentative passionnante de maîtrise collective et que cela est à la portée des hommes et des femmes de ce pays.\

Mais il convient que soit restaurée la capacité financière de ces entreprises, capacité profondément dégradée depuis dix ans par l'alourdissement des charges financières et par une insuffisance structurelle de fonds propres.

- Pour le seul secteur nouvellement nationalisé, les actionnaires privés ont en dix ans retiré quatre milliards de dividendes et n'ont apporté que 1,6 milliards de capitaux nouveaux : voilà la réalité : quelle ponction et quel affaiblissement ! L'Etat jouera pleinement son rôle d'actionnaire de façon que les entreprises en question mènent à bien leurs programmes. En un an l'actionnaire public a contribué à leur développement dix fois plus que les actionnaires privés précédents. Ainsi, 25 milliards de francs seront-ils investis en 1983.

- Pour les mois à venir seront mis en place des contrats de plans qui, dans-le-cadre de l'autonomie de gestion des entreprises, auquel je tiens essentiellement, fixeront des objectifs à moyen terme d'investissement, de recherche, de balance extérieure et d'emploi.

- J'observe à cet égard que la France est le seul pays d'Europe qui a su enrayer la progression du chômage. Nous étions l'an dernier sur une pente de + 25 %.

- Sur les six derniers mois l'augmentation n'est plus que de 1,5 % et la tendance s'est confirmée au mois d'octobre. Les effectifs se sont stabilisés, c'est une bien modeste ambition et cependant immense par-rapport à la concurrence internationale, à ses effets. Il faut poursuivre l'effort dans cette voie.

- Mais pour y parvenir je confirme ici que nous devons tendre à la stabilisation des charges sociales de l'entreprise et à la réduction de ses charges financières.\

Les taux d'intérêt en France baisseront. Bien entendu ils baisseront au rythme de la baisse internationale. Mais on ira plus loin. Il est un certain nombre de domaines dans lesquels des facilités, qui n'en sont pas tant est rude le combat, seront multipliées.

- Jusqu'ici, reconnaissons-le, il y avait deux moyens de supporter l'endettement, la faillite ou l'inflation. Du jour où celle-ci se réduit, et comment ne s'y attaque-t-on pas, comment ne chercherait-on pas à réduire l'inflation, c'est une des données de base qui signifie la bonne santé de l'économie, du jour où l'inflation se réduit, il serait vraiment paradoxal que ce ralentissement se traduise par une fragilité financière accrue des entreprises, et c'est pourtant ce qui risque de se passer en-raison de ce que je vous disais à l'instant.

- J'ai donc demandé au Premier ministre de veiller à ce qu'un dispositif soit en place d'ici la fin de l'année pour que les emprunts contractés à taux fixe élevé soient bonifiés et que, dans certains cas, des procédures de rééchelonnement des dettes soient étudiées. Un livret d'épargne industrielle sera créé incessamment. Un crédit d'impôt à la recherche est déjà décidé.\

La progression du chômage enrayerée & le déficit budgétaire maîtrisé au niveau le plus faible de tous les grands pays industrialisés, avec la Grande-Bretagne & le budget de l'Etat réorienté vers des actions destinées à moderniser et à dynamiser notre économie & l'inflation réduite, tout cela entre dans la réalité française. Reste, vous le savez, à dominer cette difficulté majeure : le déficit de notre commerce extérieur. Rien ne sera possible sans ce redressement, c'est-à-dire sans la mobilisation industrielle.

- En 1980, le déficit commercial de la France a atteint 62 milliards, du fait notamment d'une majoration importante de la facture énergétique, c'est-à-dire du prix du dollar. En 1981, ce déficit a été stabilisé malgré un accroissement de 30 milliards de la facture énergétique. En 1982, bien que notre politique d'économie d'énergie et de production d'électricité nucléaire nous ait permis de réduire la consommation de produits importés, nous paierons la hausse du dollar de 25 milliards supplémentaires. Au total, cette hausse nous aura coûté près de 60 milliards de francs en deux ans, soit l'équivalent d'un troisième choc pétrolier.

- Le principal objectif de la politique industrielle est donc le suivant : améliorer nos échanges extérieurs, en reconquérant le marché intérieur et en accentuant, là où la bataille peut être

gagnée et donc pas n'importe où, nos exportations de façon à pouvoir soutenir une croissance suffisante. Et pour cela un mot d'ordre : il n'y a pas de secteurs condamnés, il n'y a pas que des usines et des ateliers trop vétustes, je veux dire il n'y a pas de secteurs condamnés, il faut considérer qu'à l'intérieur de chaque secteur les technologies de pointe restent concurrentielles. D'où la nécessité de moderniser notre appareil de production.

- Nous serons alors en mesure de vendre davantage de produits et de services incorporant des nouvelles technologies, d'en acheter moins à l'étranger, et de réduire ce facteur décisif de l'aggravation de notre déficit extérieur, je pense en particulier à la politique des brevets.\

Au-cours des dix dernières années on a constaté un repli en France dans de nombreuses branches, abandonnant des milliers d'emplois aux facilités trompeuses de la "division internationale du travail" et de la production. Ainsi en est-il du textile, de la chimie, de la sidérurgie, du bois ou du meuble du cuir, de la machine-outil, j'en passe.

- La révolution technologique actuelle nous apprend que le progrès permet aux entreprises, à condition qu'elles sachent se mobiliser, qu'elles investissent et qu'elles innovent de redevenir compétitives.

- J'ai pu vérifier cette réalité sur le terrain et plusieurs fois. Tenez, l'autre jour, je me rendais dans une entreprise `Lectra-systèmes` petite par la taille, mais grande par les perspectives de développement, dans la région de Bordeaux, qui avait mis au-point une machine nouvelle destinée à automatiser la coupe du tissu par laser. Croisement de deux technologies : le laser et l'ordinateur avec un secteur dit traditionnel, la confection. Et voilà une entreprise en mesure de dégager des gains de productivité considérables, et je l'espère, aider à regagner le terrain perdu par le textile français.

- J'ai vu des entreprises, celle-ci en-particulier dont je parle, reconquérir ou conquérir un marché japonais, un marché américain. J'avais vu quinze jours plus tôt, une industrie du textile de confection du Puy-de-Dôme, conquérir les marchés de Hong-Kong et du Sud-est asiatique, cela paraît paradoxal et pourtant cela existe, on le sait à peine dans les entreprises qui se sont mises au travail et qui ont pu il faut le dire bénéficier du plan textile que j'évoquais il y a un instant.\ Derrière ce grand effort, il y a, bien sûr, celui que l'Etat consacre à la recherche et au développement pour les budgets 1982 et 1983, qui sont en augmentation de plus de 17,8 % en francs constants et 2500 créations d'emplois. En prenant connaissance des différents rapports élaborés lors de la préparation de ces journées, j'ai été frappé par celui, fort pénétrant, consacré aux relations entre la recherche et l'industrie. Trois concepts y sont distingués :

-- Savoir : encourager la recherche fondamentale de façon qu'augmente le volume de la connaissance scientifique.

-- Savoir faire : développer l'innovation, la pratique des techniques nouvelles.

-- Faire : produire en vraie grandeur industrielle ce que les idées mises au-point dans les bureaux d'études ont permis de concevoir.

- J'ajouterai un quatrième thème : faire savoir. Il faut que l'image de la France dans le monde soit celle d'une grande nation industrielle. Nous devons tous, l'Etat, ses responsables, les chefs d'entreprises publiques, privées, les cadres, auxquels il faudrait consacrer une réflexion particulière tant leur rôle est nécessaire pour la politique-même que nous définissons, porter ce message à l'étranger.\

Ce tour d'horizon sur les principales composantes de l'environnement industriel ne serait pas complet si je n'évoquais pas les relations entre l'industrie et l'éducation. Ce sont les Français qui sont la principale richesse de la France. Notre meilleur atout dans la compétition, résulte tout simplement dans la valorisation de cette richesse.

- Je souhaite que cesse, non pas l'incompréhension, le terme serait excessif, plutôt souvent l'ignorance mutuelle entre le monde enseignant et celui des entreprises. Bien des progrès ont été faits déjà. Immenses sont ceux qui restent à faire. Les uns et les autres sont les artisans d'une même oeuvre, d'un même combat. L'école doit savoir, non pas se servir, mais faire servir au pays l'enthousiasme de nos enfants devant les nouvelles technologies £ je crois nécessaire à cet égard l'évolution de nos programmes pédagogiques.

- La France manque d'ingénieurs, et pas seulement en électronique, mais aussi en mécanique, en physique, de techniciens, d'ouvriers hautement qualifiés. Depuis dix ans, nous reculons dans le classement mondial des pays par le taux d'entrée dans l'enseignement supérieur. Il faut que cela cesse, vous le comprenez.

- Je désire qu'à l'occasion du IXème Plan, dont ce sera l'un des enjeux essentiels, et cela a déjà été parfaitement pensé, une réflexion commune entre le responsable de l'éducation nationale, et les responsables de la recherche et de la technologie s'engage sur la transformation des filières de formation au regard des impératifs scientifiques et techniques.

- Cette réflexion s'appliquera naturellement à la formation professionnelle. La rapidité du changement commande une actualisation des connaissances et des métiers, actualisation qui ne doit plus être vécue comme un drame humain, mais comme une étape du déroulement d'une carrière.

- Cette action se fera avec les femmes, les hommes de ce pays. C'est en tout cas le sens de l'esprit de résistance et de conquête auquel je convie les Français.\

Mais je l'ai dit souvent, on ne peut fonder une société plus juste sans que les travailleuses, travailleurs de tout rang et de toutes fonctions soient mis en mesure de réaliser leurs plus profondes aspirations. On ne peut fonder la prospérité économique que sur un réseau vivant de relations sociales, en accroissant les possibilités d'expression individuelle et collective sur les conditions de travail et de vie.

- Une étape importante dans la réalisation d'une véritable démocratie s'apprête à être franchie sur les lieux de travail. Déjà ont été votées des lois sur la liberté des travailleurs dans l'entreprise `lois Auroux` £ les négociations collectives et le règlement des conflits du travail £ les institutions représentatives du personnel.

- Les textes qui viennent d'être adoptés par le Parlement et le projet de loi qu'a approuvé le Conseil des ministres sur la démocratisation du secteur public constituent en ce domaine des avancées significatives qui marqueront leur temps, croyez-moi, comme l'ont fait, avant nous, les grands textes de 1936 ou les ordonnances de 1945. Dans l'entreprise, voyez-vous, progrès social et performance industrielle vont de pair.\

L'esprit de conquête industrielle, celui qui doit nous animer n'est dirigé contre personne, comment cela se pourrait-il, mais notre survie industrielle en dépend. La France doit rester ou redevenir ou tout simplement devenir dans des secteurs encore inexploités la grande puissance qu'elle peut être.

- Puisque je vous parlais du déficit de notre commerce extérieur, je vous ai rappelé qu'il ne datait pas d'hier à plus forte raison d'aujourd'hui, car il s'agit d'une faiblesse structurelle qui, mises à part quelques années fastes, a été un handicap permanent ce dernier quart de siècle. L'objectif de notre politique industrielle, c'est de remédier durablement à cette faiblesse. Faut-il, à cet égard, brandir l'arme du protectionnisme ? Mais non, la France est l'un des premiers importateurs de produits industriels du monde, certes, ce n'est pas à notre avantage, mais c'est aussi l'un des premiers exportateurs et toute attitude protectionniste irait à l'encontre de l'objectif recherché. Seulement voilà, avons-nous le droit d'être naïf ? Les pratiques protectionnistes prospèrent chez nos concurrents. J'ai demandé qu'à Copenhague, sous peu de jours, lors de la prochaine réunion dite du sommet européen, tout soit mis sur la table.

- D'abord entre les Dix `CEE` qui sont là, les pratiques de toutes sortes qui dans la réalité font que nous ne pouvons pas pénétrer à qualité égale et même à prix égaux, nous ne pouvons pas pénétrer leurs marchés. Et l'on s'étonne que la France se prémunisse contre certains excès de concurrence que je n'hésiterai pas à appeler de concurrence déloyale. Nous ne souhaitons pas nous engager sur ce terrain sans qu'il ait eu lieu préalablement une prise de conscience des pays de l'Europe des Dix et qu'il faudra traduire en termes compréhensibles au Japon ou aux Etats-Unis d'Amérique.

- Est-il si facile que cela de pénétrer ces marchés, mesdames et messieurs les entrepreneurs qui m'entendez en cet après-midi, même en l'absence de mesures réglementaires ? En fait, est-il si aisé pour vous à valeur égale de pénétrer ces marchés et si cela n'est pas le cas, quelle en est la raison ? C'est que les dispositions sont prises par les gouvernements et par les grands groupes

raison : c'est que les dispositions sont prises par les gouvernements et par les grands groupes industriels pour rendre imperméable leurs marchés intérieurs. Il faut donc une épreuve de vérité, comptez sur moi pour que cette épreuve ait lieu dans le plus bref délai.

- La reconquête du marché intérieur français ne vise pas à empêcher artificiellement l'entrée de produits importés, il faut que chacun le comprenne, mais à développer sur notre propre territoire des productions capables. C'est le jeu de la concurrence, de reprendre les parts des marchés que nous avons perdus au-cours de ces huit dernières années. De 23 % à près de 35 % de notre marché intérieur sont occupés par des productions étrangères. Voilà ce que je n'ose appeler un progrès en tout cas une progression redoutable.\

Eh bien nous avons décidé d'aller à contre courant, cela exige des efforts, je viens de vous les rapporter. Dans de nombreux domaines cet effort passe par une coopération internationale entre des firmes. Il me semble naturel, c'est le sens même de la Communauté européenne, que des alliances soient recherchées, entre firmes européennes.

- L'Europe c'est aussi et peut être même surtout à l'heure actuelle celle des projets industriels communs. Et cette Europe doit utiliser pleinement ses ressources, ressources d'emprunt par exemple, pour aider les investissements proposés conjointement par deux ou plusieurs entreprises européennes, plutôt que de voir les firmes américaines par des alliances subreptices s'emparer des marchés d'une façon irréversible. Nous avons des exemples européens brillants de réussite. J'ai cité déjà en de nombreuses circonstances l'Airbus, la coopération spatiale. Je souhaite que des accords de même -nature se développent dans d'autres domaines, et particulièrement dans l'électronique grand public. Je me réjouis des discussions actuellement en-cours à ce sujet.\

Cette préférence européenne n'est pas exclusive de collaborations avec les Etats-Unis d'Amérique, le Canada ou le Japon. J'en parlais il y a quelques jours avec M. Trudeau. Dans de multiples secteurs, des réussites peuvent être comptabilisées, nous n'entendons pas réserver à quelques-uns notre collaboration technologique. Mais cette coopération ne peut se traduire par un affaiblissement de l'une des parties, elle doit être équilibrée et préserver l'indépendance, qui est à la fin du compte politique, des parties en présence. On vient de s'en rendre -compte au-cours de tous ces derniers jours. Comment au travers de conceptions économiques, et sortant, et de beaucoup, des traités existants, une tentative est faite pour que les desseins économiques de la France soient englobés dans une vague communauté incertaine, réduite - bien entendu en-raison de ses propres divisions -, à obéir aux lois du plus fort ? Cela non plus je ne l'accepterai pas et je ne l'ai pas accepté. Ce qui a provoqué, paraît-il, quelques surprises, on devrait pourtant s'y habituer.\

L'insertion de la France dans l'économie mondiale ne peut ainsi se faire en ignorant les responsabilités particulières et je dirai même historiques de notre pays, vis-à-vis du tiers monde. Là-dessus je me suis souvent exprimé pour ne pas avoir à me répéter en cet après-midi. J'ai simplement insisté à diverses reprises sur le fait qu'il ne s'agissait pas, bien que cela ne soit pas indifférent, de générosité ou de fraternité universelles, il s'agit aussi de notre intérêt. On se demande comment, sans accroître considérablement les montants du Fonds monétaire international `FMI`, comment sans une nouvelle politique de la Banque mondiale, notamment sur-le-plan énergétique, comment sans travailler à l'autosuffisance alimentaire et au soutien des cours des matières premières, comment, non seulement les pays du tiers monde pourraient résister aux bangueroutes qui se préparent, mais encore comment nous pourrions élargir nos marchés alors qu'attendent de consommer et donc de produire des centaines de millions de femmes et d'hommes et bientôt des milliards.

- Regarder un peu au-delà de notre siècle qui s'achève, c'est le moins que l'on puisse demander aux responsables du monde entier.

- J'ai parlé, par exemple, de l'Inde tout à l'heure, je voudrais citer maintenant l'Algérie. Notre pays a passé un accord important de fournitures d'énergie `gaz` qui a jeté les bases de nouveaux -rapports entre ces deux pays. Aujourd'hui la France est associée de très près aux travaux du développement algérien, nos entreprises vont y construire des dizaines de milliers de logements, pourquoi pas des centaines de milliers, cela est à notre portée. Un accord-cadre a été signé sur la réalisation des grandes infrastructures : métro, ports, aéroports, voies ferrées. Je souhaite que

cette philosophie économique fondée sur une démarche commune quant au développement s'étende à de nombreux pays du tiers monde, je la considère en tout cas comme exemplaire. \

Bref, mesdames et messieurs, sauf éclaircie internationale venant d'une vigoureuse reprise et d'un retour de la monnaie dominante à un niveau reflétant les véritables -rapports de prix, c'est-à-dire à la véritable santé économique, et non pas l'aspect artificiel provoqué ou admis par facilité comme un critère qui durera juste le temps d'accumuler des ruines sans apporter de bénéfice à quiconque. Eh bien, sauf cette éclaircie internationale qui ne dépend pas que de notre volonté, la France vivra dans les trois ans qui viennent une période de grand effort : les investissements d'hier manqueront toujours et ceux d'aujourd'hui et de demain ne seront pas tout de suite productifs. Toutes les capacités de travail, d'épargne, de création, de gestion doivent être concentrées sur les entreprises capables, sur les entreprises de l'avant. Oui sans aucun doute il faut disposer des moyens de gagner les combats qui nous attendent et il faut sauvegarder ce qui a été construit par les travailleurs, par les entrepreneurs au-cours des décennies ou du siècle précédent, dès lors que les entreprises demeurent dans la course. Eh bien, il faudra renoncer au confort de certaines habitudes, à certaines rentes du passé. Le monde est impitoyable pour les faibles, ce n'est pas moi qui ai inventé cette expression, or nous avons les capacités d'être forts, pour cela il faut le vouloir, pour nos enfants et pour nous-mêmes, il faut le vouloir, vos travaux m'ont appris que nous le pouvions. \